

ADOLF KIMMEL

LES ÉLECTIONS DU 22 SEPTEMBRE 2002 AU BUNDESTAG DES VAINQUEURS INATTENDUS

UN RÉSULTAT TRÈS SERRÉ
ET DES VAINQUEURS
QUI N'Y CROYAIENT PLUS

Jamais dans l'histoire électorale de la République fédérale, l'issue des élections au Bundestag n'a été aussi imprévisible, encore quelques jours avant le jour du scrutin. Toutes les majorités gouvernementales étaient possibles et le suspense devant la télé, après la fermeture des urnes, était tout à fait comparable à un très bon film policier. Jamais non plus le résultat n'a été aussi serré¹, l'équilibre aussi parfait entre les deux grands partis, le SPD et la CDU/CSU. Pour la première fois, les deux se trouvent à égalité avec 38,5 % des voix. L'avance minime du SPD, de 6 000 voix

sur 48 millions d'électeurs (qui ne se mesure même pas au deuxième chiffre après la virgule !), est comparable aux 8 secondes d'avance de Greg Lemond sur Laurent Fignon à l'arrivée du Tour de France en 1989, après plus de 87 heures et 3 285 km de course. Mais, comme un seul coureur porte le maillot jaune, un seul des deux² prétendants, Gerhard Schröder ou Edmund Stoiber, sera chancelier.

La coalition SPD/Verts reste au pouvoir, mais d'extrême justesse, car avec 306 sièges elle ne dépasse la majorité absolue que de 4 sièges. Gerhard Schröder peut continuer de gouverner surtout parce que le PDS échoue à la barre des 5 %. Si ce parti avait conquis une troisième circonscription³ ni la coalition

145

1. Quant au nombre des sièges au-dessus de la majorité absolue. Par comparaison aux voix obtenues par les partis représentés au Bundestag, le résultat de 1994 était encore plus serré : 0,3 point d'avance seulement pour la coalition CDU/CSU, mais la CDU a obtenu 12 « mandats en plus » contre 4 seulement pour le SPD.

2. Le FDP avait proclamé son président, Guido Westerwelle, « candidat à la chancellerie », mais personne n'a pris cette prétention au sérieux.

3. Conséquence, pour une part, d'un nouveau découpage des circonscriptions, rendu nécessaire par la réduction du nombre des sièges de 656 à 598, le PDS ne garde que 2 de ses 4 circonscriptions gagnées par la « première voix » en 1998. Une troisième circonscription lui aurait permis d'envoyer 24 députés au Bundestag, au lieu de 2. Les mandats « théoriques » des partis qui échouent à la barre des 5 % sont distribués parmi les partis représentés au

Le résultat global

	Voix en %	Sièges	Gains et pertes (comparaison 1998)	
			Voix en %	Sièges ^d
SPD	38,5	251 ^a	- 2,4	- 48
CDU/CSU	38,5	248 ^b	+ 3,4	+ 3
Verts	8,6	55	+ 1,9	+ 8
FDP	7,4	47	+ 1,2	+ 4
PDS	4,0	2 ^c	- 1,1	- 34
divers	3,0	-	- 2,9	-
<i>(dont extrême droite et droite populiste)</i>	<i>1,8</i>			

146

a. Dont 4 « mandats en plus »⁴.

b. Dont 1 « mandat en plus ».

c. Trop peu nombreux pour former un groupe, ils sont des non-inscrits.

d. Le nombre des sièges fut réduit de 656 à 598 (sans les « mandats en plus »).

SPD/Verts ni celle entre la CDU/CSU et le FDP ne disposerait de la majorité absolue des sièges. La grande coalition entre le SPD et la CDU/CSU aurait été la conséquence inévitable. Les autres raisons sont un meilleur résultat des Verts que prévu, un résultat plus mauvais des libéraux du FDP qu'ils n'espéraient, mais aussi des gains trop modestes de la CDU (1,1 point), contrairement à la CSU bavaroise (10,9 points !). Malgré ses gains la CDU/CSU a manqué le but, à savoir conquérir, avec le

FDP comme partenaire envisagé, la majorité parlementaire et former le nouveau gouvernement. Cette défaite est d'autant plus douloureuse que la victoire paraissait acquise presque jusqu'à la dernière étape, comme le maillot jaune à Laurent Fignon à quelques kilomètres de l'arrivée...

Après l'affaiblissement de la CDU/CSU, à la suite du scandale financier qui la secouait depuis le mois de décembre 1999⁵, la coalition SPD/Verts pouvait être sûre de sa victoire aux élections pré-

Bundestag. Ainsi le SPD n'obtient pas 230 sièges, correspondant à ses 38,5 %, mais – sans les « mandats en plus » – 247.

4. Cette particularité est une conséquence de la loi électorale allemande. L'électeur a deux voix : avec la « première voix » il choisit, à la majorité relative, le député de sa circonscription. La « deuxième voix » va à la liste d'un parti (dans le cadre d'un Land). Le pourcentage obtenu par la liste détermine, à la proportionnelle, le nombre des sièges du parti au Bundestag. C'est un système proportionnel (et non pas mixte), car les sièges gagnés par la première voix sont pris en compte pour la distribution proportionnelle. Les « mandats en plus » (*Überhangmandate*) sont acquis si un parti gagne, dans le cadre d'un Land, plus de circonscriptions par la première voix que le pourcentage de la deuxième voix ne lui donnerait.

5. Voir notre analyse dans *Pouvoirs*, n° 94, 2000, p. 131-140.

vues pour 2002. Cela d'autant plus que le nombre des chômeurs était tombé de 4,5 millions à l'arrivée du gouvernement Schröder (janvier et février 1999) à 3,7 en juin 2001.

Mais à la fin de l'année 2001 la situation commence à changer. Le chômage, considéré comme le problème le plus important (par 80 % des gens) et le plus urgent à régler, remonte à cause d'un affaiblissement de la conjoncture économique mondiale, mais aussi d'un manque d'énergie et de volonté du gouvernement de réformer le marché du travail.

Au mois de janvier 2002 la question délicate du choix du « candidat à la chancellerie », question qui a longtemps occupé et divisé la CDU/CSU, trouve enfin une réponse : ce sera Edmund Stoiber, ministre-président de la Bavière et président de la CSU. C'est la deuxième fois après Franz Josef Strauß en 1980 qu'un leader de la CSU ambitionne le poste politique le plus important en Allemagne. Angela Merkel, présidente de la CDU, se résigne vu le soutien très large que rencontre Edmund Stoiber dans les fédérations et même au sein de la direction de la CDU. La compétence qu'on attribue au leader de la CSU, notamment dans le domaine économique (et la bonne santé économique de la Bavière est là pour preuve), a finalement été décisive. Cette décision prise, la CDU/CSU retrouve sa cohésion interne, sa confiance et dépasse, pour la première fois depuis deux ans, le SPD dans les sondages.

Dans les mois suivants la situation économique se détériore encore et le chiffre des chômeurs ne cesse de monter. L'inertie du gouvernement, que le chancelier essaie de présenter comme une politique réfléchie, accroît le mécon-

tentement. Les élections régionales en Saxe-Anhalt, le 21 avril, se soldent par un triomphe de la CDU (elle gagne 15,3 points), un excellent résultat du FDP (de 3,2 à 13,3 %) et une débâcle pour le SPD (il chute de 35,9 % à 20 %) qui perd le pouvoir.

Edmund Stoiber, considéré comme très à droite, s'efforce d'apparaître comme un homme politique modéré, compétent et capable de faire démarrer l'économie allemande languissante, essentiellement par une baisse d'impôts et des charges des entreprises, notamment des PME. Il ne fait campagne que sur un seul sujet : la situation économique et le chômage. Il rappelle constamment au chancelier qu'il avait claironné, un peu trop vite, qu'il ne mériterait pas d'être réélu s'il n'avait pas fait baisser, à la fin de son mandat, le nombre des chômeurs d'un million, le ramenant donc à 3,5 millions environ. Or le chiffre va bientôt dépasser de nouveau le seuil de 4 millions et n'est plus très loin du niveau de 1998-1999. La CDU/CSU n'a aucune peine à proclamer l'échec complet de la politique du gouvernement sur ce problème clé. Le chancelier accuse la conjoncture économique mondiale, en déprime surtout depuis le 11 septembre 2001, et tente de contrer les attaques de l'opposition en mettant en relief les réformes du gouvernement (réforme fiscale, réforme des retraites, code de la nationalité, etc.) – en vain. Même la présentation prématurée, fin juin, des propositions d'experts (la commission Hartz) pour faire baisser le chômage en réformant le marché du travail n'a que peu d'effets.

La CDU/CSU a toujours le vent en poupe et cacole sur les sommets des sondages. Jusqu'à la mi-août elle a presque constamment une avance de 5 à

9 points sur le SPD. Une très nette majorité de la population est convaincue de la défaite électorale du SPD et des Verts. Même parmi leurs propres partisans une minorité seulement – un tiers environ – s’attend à une reconduction du gouvernement⁶.

Après la « première » de 1998, remarquable sous plusieurs aspects⁷, une autre « première » était plus que probable : le renvoi d’un chancelier par les électeurs après seulement une législature. En même temps le premier gouvernement SPD/Verts ne resterait qu’un épisode.

148 Pourtant, entre le 8 et le 12 septembre, les sondages placent les deux partis à égalité ou donnent un avantage au SPD. La victoire du camp gouvernemental est cependant loin d’être acquise, car le FDP devance toujours les Verts et l’incertitude sur l’entrée du PDS au Bundestag reste entière. Ainsi à la veille du scrutin pratiquement toutes les coalitions gouvernementales paraissent possibles : SPD/Verts, CDU/CSU et FDP, SPD et FDP, grande coalition, peut-être même un gouvernement minoritaire SPD/Verts toléré par le PDS (pourtant exclu par Schröder) ou une coalition tripartite SPD, FDP et Verts (mais refusée d’avance par le FDP).

Comment expliquer ce retournement spectaculaire, cette victoire sur le fil du chancelier et de sa coalition lors de la

dernière étape de la course ? On peut résumer l’explication en trois mots : inondations, Irak, duels télévisés.

DES ÉVÉNEMENTS INATTENDUS ET UN TOURNANT SPECTACULAIRE

Les inondations catastrophiques de l’Elbe, à partir de la mi-août, ravagent de vastes régions d’Allemagne de l’Est. Elles fournissent au chancelier l’occasion de démontrer qu’il n’a pas perdu sa capacité de décision et d’action. Tout de suite présent sur les lieux de la catastrophe – contrairement à Stoiber –, il gère la crise énergiquement, prend des décisions rapides et convaincantes⁸. La proposition de financer la réparation des dégâts considérables par l’ajournement d’un an de la deuxième tranche de la réforme fiscale est critiquée par la CDU/CSU, mais largement (62 %) approuvée par l’opinion⁹. Visiblement la CDU/CSU et son candidat ne sont pas à la hauteur de la situation (et le FDP est quasi absent). À partir de ce moment, la courbe des intentions de vote en faveur de la CDU/CSU commence à baisser, tandis que la popularité du chancelier s’accroît entraînant le SPD derrière lui. De plus, peut-être surtout, les inondations relèguent le seul sujet de la campagne électorale de la CDU/CSU, la situation économique et le chômage, à l’arrière-plan (*agenda-*

6. Le nouveau patron du DGB, la confédération syndicale, dit franchement, fin mai, qu’il ne croit plus à une victoire du SPD.

7. Premier changement complet d’un gouvernement, et cela grâce au résultat électoral (et non pas à la décision d’un parti comme en 1966, 1969 et 1982) ; premier vrai gouvernement de gauche ; premiers ministres verts au niveau fédéral. Voir notre analyse in *Pouvoirs*, n° 88, 1999, p. 139-152.

8. Début août 60 % des personnes tiennent le gouvernement pour trop faible ; fin août le chiffre est tombé à 40 %.

9. Les propositions assez confuses de financement proposées par la CDU/CSU sont repoussées par une majorité identique.

cutting classique). L'écologie, point fort des Verts (et point faible de la CDU/CSU), gagne en importance.

Après les inondations l'administration de George W. Bush vient (involontairement) à la rescousse du chancelier. Le vice-président Dick Cheney déclare le 27 août qu'une guerre préventive contre l'Irak sera nécessaire pour faire tomber Saddam Hussein. Gerhard Schröder réagit en affirmant clairement qu'un gouvernement allemand sous sa direction ne participera en aucun cas à une intervention militaire éventuelle en Irak, même si elle est décidée par le conseil de sécurité des Nations unies. Cette position claire, mais aussi sommaire et peu diplomatique, est approuvée par une majorité de la population. La position de Stoiber et de la CDU/CSU paraît hésitante et n'emporte pas la conviction. Le chancelier réussit ainsi à imposer un nouveau sujet électoral (*agenda-setting*) qui lui profite et nuit à son concurrent. Gerhard Schröder fait figure de chancelier de la paix et un gouvernement dirigé par le SPD est perçu comme plus compétent pour gérer une crise internationale qu'un gouvernement CDU/CSU (48 % à 24 %). Le thème « pacifiste » est évidemment bienvenu chez les Verts et pour le ministre des Affaires étrangères, Joschka Fischer.

Les inondations comme le débat autour de l'Irak ont remis la personnalité du chancelier au centre de la campagne électorale. Les deux duels télévisés, qui ont lieu le 25 août et le

8 septembre constituent une nouveauté dans l'histoire électorale allemande et sont très largement suivis (15 millions de téléspectateurs à chaque débat). Ils ont renforcé le caractère personnalisé de la campagne. Le deuxième duel, qui portait notamment sur l'Irak, est très favorable au chancelier. Toujours préféré à son challenger et toujours mieux noté que le SPD, Gerhard Schröder creuse l'écart : la veille de l'élection 58 % des électeurs le préfèrent à Stoiber (34 %). Il est notamment jugé plus sympathique que son concurrent, ce qui l'avantage beaucoup à la télé. Toutefois il ne faut pas exagérer. Les élections au Bundestag ne sont pas des élections présidentielles américaines ou françaises. Autrement la très forte avance de Schröder sur Stoiber aurait dû aboutir à une victoire écrasante du SPD. Pour plus de 60 % des électeurs, le facteur le plus important est toujours le parti et son projet politique. Le candidat pèse moins que 30 %¹⁰. Néanmoins il est assez probable que le facteur personnel a suffisamment joué pour donner l'avantage minime mais décisif au SPD¹¹.

Il est quand même difficile d'en conclure qu'Edmund Stoiber n'était pas le bon candidat. Il a réussi à mobiliser assez fortement les électeurs fidèles de la CDU/CSU, surtout au sud de l'Allemagne, et à reprendre au SPD plus d'un million d'électeurs. Mais il a rencontré des difficultés dans les régions est et nord de l'Allemagne et chez les femmes.

Comme dans le passé le SPD a besoin, pour gagner les élections, d'un candidat

10. 64 % jugent très important de savoir quels partis formeront le gouvernement, 27 % considèrent la personnalité du chancelier comme décisive. (Dieter Roth, « patron » de l'Institut de sondage Forschungsgruppe Wahlen, au colloque de Tutzing.)

11. Le candidat aurait été très important pour 42 % des électeurs du SPD, mais seulement pour 22 % des électeurs de la CDU/CSU.

très populaire (Willy Brandt, Helmut Schmidt), tandis que la CDU/CSU peut gagner avec un candidat (ou même un chancelier) dont l'approbation reste en dessous de celle du parti (comme ce fut longtemps le cas avec Helmut Kohl).

En somme Schröder et le SPD ont réussi, dans les toutes dernières semaines, à mobiliser leur électorat sur des thèmes plutôt émotionnels : la solidarité (pendant les inondations catastrophiques), la paix, la sympathie (suscitée par la personnalité du chancelier), la justice sociale. Stoiber et la CDU/CSU ont utilisé des thèmes plus sobres, presque exclusivement économiques¹².

150

Les petits partis jouent en Allemagne un rôle décisif, car le système proportionnel ne permet qu'exceptionnellement à un des deux grands de conquérir à lui seul la majorité absolue¹³. C'est leur poids électoral et leur choix du partenaire – SPD ou CDU/CSU – qui décident si l'Allemagne a un gouvernement du centre gauche ou du centre droit ou, éventuellement, de grande coalition. Le FDP a longtemps fait pencher la balance et, depuis 1969, il déclare sa préférence avant l'élection. Cette fois pourtant les libéraux ont souligné leur indépendance et n'ont pas dit s'ils formeraient, le cas échéant, une coalition avec le SPD ou la CDU/CSU. Par ses positions en politique économique, le FDP est toutefois plus proche de la CDU/CSU. Mais cette volonté affichée d'indépendance, critiquée par des membres de la direction du parti, n'est pas appréciée par ses propres partisans : 60 % auraient souhaité qu'il

se déclare franchement. L'indépendance a eu comme conséquence qu'il n'y a pas eu, cette fois, d'électeurs chrétiens-démocrates donnant, pour des motifs tactiques, leurs voix au FDP (*Koalitionswähler*). En revanche, il a, comme la CDU/CSU, repris au SPD des électeurs (estimation : 350 000), déçus par la politique du gouvernement Schröder. Sans doute la campagne populiste de son turbulent vice-président Jürgen W. Möllemann, à relents anti-israéliens et même antisémites, lui a-t-elle également fait perdre des voix. Le côté gai trop forcé de sa campagne, le style américain n'ont pas été non plus du goût de tous ses sympathisants. Avec les 7,4 % obtenus, la déception est à la mesure de l'ambition (18 % !).

Déception chez les libéraux, heureuse surprise chez les Verts. Après avoir subi des pertes, parfois substantielles, dans toutes les élections régionales depuis 1999, ils paraissaient même menacés par l'obstacle des 5 %. Cette situation précaire est la première explication de leur succès : un demi-million d'anciens électeurs du SPD ont donné leurs voix aux Verts pour sauver la coalition. Ce transfert était d'autant plus possible que le SPD a déclaré clairement cette fois, contrairement à la campagne de 1998, qu'il formerait, si le résultat des élections le permettait, une nouvelle coalition avec les Verts. La deuxième explication a un nom : Joschka (Fischer). Rompant avec leur tradition, hostile à toute personnalisation, les Verts ont cette fois nommé comme leader (*Spitzenkandidat*) le

12. L'analyse de la Fondation Konrad Adenauer conclut quelque peu dépitée : « À la fin le ventre a eu gain de cause sur la tête. »

13. L'exception unique : le triomphe de la CDU/CSU en 1957, lorsque le chancelier Adenauer était au zénith de sa popularité et de son prestige.

Résultats dans l'ex-RFA et l'ex-RDA (nouveaux Länder)

	SPD	CDU/CSU	Verts	FDP	PDS
Allemagne	38,5	38,5	8,6	7,4	4,0
ex-RFA	38,3	40,8	9,4	7,6	1,1
ex-RDA	39,7	28,3	4,7	6,4	16,9

Dans l'ancienne RFA, il y a 39,7 millions de suffrages exprimés, dans l'ancienne RDA 8,8 millions.

ministre des Affaires étrangères, l'homme politique le plus populaire en Allemagne.

Pour le PDS, c'est la catastrophe. Il ne franchit pas la barre de 5 % et n'est donc plus représenté en tant que groupe au Bundestag, mais seulement par deux députés non inscrits (pourtant membres du parti) qui ont réussi à remporter deux circonscriptions à Berlin. Le PDS n'a rien gagné dans l'ancienne RFA où il reste très marginal (1,1 %), et il a perdu plus d'un quart de ses électeurs dans l'ancienne RDA. Ces anciens électeurs ont bifurqué essentiellement dans deux directions : vers les abstentionnistes, plus nombreux dans les nouveaux Länder que dans l'ancienne RFA, et vers le SPD (plus de 300 000). Ce dernier a séduit une bonne partie des anciens électeurs du PDS en montrant à l'occasion des inondations une solidarité que les Allemands de l'Est réclament et qu'ils croient ne pas toujours obtenir. La position pacifiste du chancelier dans la question de l'Irak a également facilité un transfert de voix du PDS au SPD. Un certain nombre d'électeurs du PDS a eu le sentiment que leur parti ne se distinguait plus assez nettement du SPD (avec lequel il gouverne d'ailleurs à Berlin et en Mecklembourg-Poméranie). Déçus et résignés, ils se sont réfugiés dans l'abstention. Il est cepen-

dant prématuré d'annoncer dès à présent la fin du PDS.

GÉOGRAPHIE ÉLECTORALE :
L'ALLEMAGNE RÉUNIFIÉE,
MAIS DIVISÉE

151

La carte électorale montre une Allemagne doublement divisée : entre l'est (l'ancienne RDA) et l'ouest (l'ancienne RFA), entre le nord et le sud.

Dans l'ancienne RFA, la CDU/CSU arrive nettement en tête et ses gains (3,8 points) se situent au-dessus de la moyenne ; le SPD baisse fortement (4 points) et reste légèrement au-dessous de son résultat global. Dans l'ancienne RDA, le SPD réalise des progrès importants (4,6 points) et est de loin le parti le plus fort ; la CDU doit se contenter de 28,3 % (gain d'un point). Elle n'y a qu'une place forte, la Saxe, où elle reste en tête (33,6 %) et remporte 13 sur 17 circonscriptions. Dans les autres nouveaux Länder, elle n'arrive que très loin derrière le SPD (des différences entre 10,5 et 24 points). En dehors de la Saxe, elle ne gagne que 3 sur 37 circonscriptions (sans Berlin).

La CDU, grand vainqueur avec Helmut Kohl, le chancelier de l'unité, des élections de 1990 dans l'ex-RDA¹⁴, y a

14. Aux premières élections libres à la *Volkskammer*, le parlement de la RDA, le 18 mars 1990, la CDU gagne 40,8 % des voix, le SPD 21,9 %. Aux premières élections au Bundestag

Nord et sud (ex-RFA)

	<i>SPD</i>	<i>CDU/CSU</i>	<i>Verts</i>	<i>FDP</i>	<i>PDS</i>
Nord	44,7 (- 2,3)	33,5 (+ 0,4)	10,1	7,3	1,5
Centre	42,2 (- 3,4)	35,6 (+ 1,6)	9,3	9,1	1,2
Sud	31,4 (- 5,3)	49,2 (+ 7,2)	9,0	6,5	0,8

152

perdu depuis cette date 12,5 points. Elle est surclassée par le SPD et a finalement perdu les élections dans ces régions. Si des facteurs structurels sont les plus importants (on y reviendra), la personnalité d'Edmund Stoiber n'a certes pas aidé la CDU¹⁵.

Le FDP double presque son pourcentage (de 3,3 % à 6,4 %) et peut maintenant prétendre au statut de parti pour toute l'Allemagne. Par contre, les Verts ne progressent guère dans l'ancienne RDA (0,6 point) et y restent très faibles ; ils sont presque un parti régional de l'ancienne RFA. Le déséquilibre saute encore plus aux yeux si l'on regarde les chiffres absolus : 3,7 millions dans l'ouest de l'Allemagne, mais seulement 411 000 à l'est. Le PDS reste ce qu'il a été : un parti purement régional de l'ex-RDA (mais où il perd 4,7 points), car il ne réussit toujours pas sa percée dans l'ex-RFA.

Dans l'ancienne RFA la coupure entre le nord et le sud est encore plus marquée que dans le passé (voir tableau ci-dessus).

Les enseignements à tirer de ce tableau sont sans équivoque : la CDU/CSU frôle la majorité absolue dans le sud de l'Allemagne, mais elle ne gagne qu'un tiers des électeurs dans le nord. Stagnant dans le nord, à un niveau bas, elle progresse fortement dans le sud : un bond de 10,9 points en Bavière (elle conquiert les 44 circonscriptions sauf une), progrès de 5 points en Bade-Wurtemberg (32 circonscriptions sur 37). Pour le SPD il faut faire des constatations exactement inverses.

Il est évident qu'ici aussi la personnalité d'Edmund Stoiber fournit une partie, mais une partie seulement, de l'explication. Très populaire ministre-président de la Bavière, il mobilise ses électeurs traditionnels au maximum¹⁶. En chiffres absolus, les gains de la CDU/CSU dans toute l'Allemagne proviennent à 86 % de la seule CSU (qui est d'ailleurs, avec 9 % des voix et 58 députés le troisième parti de l'Allemagne). Autrement dit, la CDU ne progresse que très faiblement, par rapport à son niveau le plus

dans l'Allemagne unifiée, le 2 décembre 1990, la CDU fait encore mieux avec 41,8 %, le SPD doit se contenter de 24,3 %.

15. Seulement 27 % aimeraient l'avoir comme chancelier, contre 65 % en faveur de Schröder.

16. La Bavière est la seule région où la participation électorale progresse : de 2,4 points. Dans les autres Länder, on constate des reculs de 1,5 à 8,4 points.

bas depuis 1949. La personnalité du ministre-président de la Bavière séduit certes beaucoup moins au nord¹⁷, mais elle n'explique pas tout.

L'explication profonde des différences très marquées des résultats de la CDU/CSU dans le nord et l'est d'une part, dans le sud d'autre part est d'ordre culturel et religieux. Dans le sud de l'Allemagne comme dans les régions catholiques (et souvent rurales) du centre et du nord (Westphalie, une partie de la Rhénanie, l'Emsland), on rencontre une culture et des mentalités traditionnelles, souvent sur un fondement religieux, surtout catholique. L'électorat y est réticent ou franchement hostile à des réformes de société, à une modernisation culturelle, entreprise par le gouvernement fédéral, sous l'impulsion des Verts. Il a donc une préférence marquée pour le parti qui défend encore les valeurs traditionnelles, à savoir la CDU/CSU. Mais la CDU/CSU a un prix à payer : perçue par l'électorat « moderne », l'électorat protestant (détaché de l'Église), l'électorat des sans-religion et l'électorat des grandes villes¹⁸ comme un parti trop traditionaliste, un parti en quelque sorte démodé, la CDU n'a pas de chances d'y devenir majoritaire, même si une situation économique difficile et un bilan décevant du gouvernement sur des problèmes considérés comme essentiels (chômage) lui sont favorables. L'analyse sociologique va confirmer cette interprétation.

SOCIOLOGIE ÉLECTORALE : CONTINUITÉ ET CHANGEMENTS

L'aspect le plus nouveau et le plus surprenant de l'analyse sociologique est le comportement électoral des femmes. Autrefois, dans les années cinquante et soixante, la CDU/CSU était leur parti préféré ; aujourd'hui c'est le SPD. 41,5 % lui donnent leurs voix, mais 38,7 % seulement vont à la CDU/CSU. La CDU/CSU a perdu les élections dans les régions de l'ex-RDA, mais aussi parmi les femmes (plus nombreuses que les hommes).

Parmi les femmes jeunes, l'avance du SPD est, avec 9,8 points, particulièrement nette. Malgré des progrès, un tiers seulement des femmes entre 18 et 45 ans vote CDU/CSU, mais plus de 40 % SPD. Si la CDU/CSU reste majoritaire parmi les femmes de plus de 60 ans (46 % à 41 % pour le SPD), elle n'a aucune raison d'en tirer satisfaction car elle ne corrige pas les pertes subies en 1998. Depuis les débuts de la République fédérale une majorité absolue, souvent même forte, des femmes de plus de 60 ans a voté pour la CDU/CSU. Un recul de 7 points dans cette catégorie, qui pèse lourdement dans l'électorat, se fait sentir.

Le vote des femmes jeunes et d'âge moyen s'explique en grande partie par le facteur culturel : malgré quelques efforts, la CDU/CSU n'a pas convaincu les femmes qu'elle est prête et capable de mener une politique qui tient suffisamment compte de leurs mentalités et de

153

17. 62 % préféreraient Schröder comme chancelier contre 30 % pour Stoiber ; même au sud Schröder devance son concurrent : 52 % à 39 %.

18. Il est significatif que la CDU n'atteint dans les grandes villes des Länder que des résultats particulièrement faibles : Brême 24,5 % (- 0,9), Berlin 25,9 %, Hambourg 28,1 % (- 1,9).

Le vote par catégorie professionnelle

	<i>SPD</i>	<i>CDU/CSU</i>	<i>Verts</i>	<i>FDP</i>	<i>PDS</i>
Résultats	38,5	38,5	8,6	7,4	4,0
Actifs	37	38	10	8	4
Retraités	40	44	4	6	5
En formation	38	28	16	10	5
Chômeurs	41	27	9	6	10
Ouvriers	44	37	4	7	4
Employés	41	35	10	7	4
Fonctionnaires	33	41	14	6	3
Patrons, artisans	21	51	11	13	3
Paysans	19	66	3	6	4
• Syndiqués	51	27	9	5	5
Non-syndiqués	36	41	9	8	4
• Ouvriers synd.	54	28	4	5	4
Ouvriers non synd.	40	41	4	7	5
• Employés synd.	56	20	11	5	7
Employés non synd.	38	38	10	8	4

154

leurs intérêts (surtout pouvoir concilier une vie familiale avec l'exercice d'une profession). Mais pourquoi les femmes de plus de 60 ans ne votent-elles pas aussi massivement pour la CDU/CSU que par le passé ? Il semble que la question des retraites (que la CDU/CSU est plus prête à réduire que le SPD), mais peut-être aussi le problème de l'Irak (paix ou guerre) l'expliquent pour une part.

Les hommes préfèrent la CDU/CSU qui devance le SPD de 2,5 points. Les gains de la CDU/CSU sont aussi marqués (6 points) que les pertes du SPD

(5 points). Chez les électrices les évolutions sont beaucoup plus modérées : la CDU/CSU gagne 2 points, le SPD recule d'un point¹⁹. Il est probable que les sujets économiques et la compétence attribuée dans ce domaine à Stoiber et à la CDU/CSU ont joué pour eux le rôle déterminant.

Les différentes catégories d'âge votent d'une façon très équilibrée pour le SPD, tandis que la faiblesse (relative) de la CDU/CSU parmi les jeunes, notamment les femmes, et sa forte position chez les électeurs âgés conduisent à des différences beaucoup plus marquées

19. Ces chiffres globaux cachent des différences selon les régions ; ainsi le SPD gagne 9 points chez les femmes dans l'ex-RDA.

Le facteur religieux (ex-RFA seulement)

	<i>SPD</i>	<i>CDU/CSU</i>	<i>Verts</i>	<i>FDP</i>
Résultats	38,3	40,8	9,4	7,6
Catholiques	30	53	8	7
Protestants	44	36	9	8
Sans religion	42	26	16	9
Cath. pratiquants réguliers	16	73	5	4
Cath. pratiquants occasionnels	26	58	7	6
Non pratiquants	37	41	10	9
Prot. pratiquants réguliers	27	56	7	6
Prot. pratiquants occasionnels	40	42	7	8
Non pratiquants	47	32	10	8

155

(entre 32 % et 45 %). Les personnes âgées font toujours grise mine aux Verts, mais leur électorat est devenu plus homogène, car la génération fondatrice a pris de l'âge (35 à 44 ans) et vote plus fortement pour son parti que les jeunes (*Ergrauen der Grünen*).

Le vote par catégorie professionnelle n'offre pas trop de surprises. Le SPD fait mieux que la CDU/CSU parmi les ouvriers et les chômeurs, les employés et ceux qui n'ont pas encore terminé leur formation (les jeunes, apprentis ou étudiants). La CDU/CSU trouve plus d'électeurs parmi les fonctionnaires, mais surtout parmi les patrons (*Selbständige*), notamment des PME, et les paysans. Dans ces catégories (11 % seulement de la population active), on a affaire presque à un vote de classe : deux tiers des paysans et la moitié des *Selbständige* (si l'on ajoute le très bon

résultat du FDP, on atteint également les deux tiers) votent pour la CDU/CSU (ou, plus généralement, pour les partis de droite). Bref : les patrons ne sont plus séduits par Gerhard Schröder.

Quelques évolutions sont particulièrement significatives. Ainsi les pertes du SPD sont les plus fortes parmi les ouvriers, même syndiqués (7 points), où la CDU/CSU gagne le plus (8 points). Si le SPD conserve malgré tout sa clientèle la plus fidèle parmi les travailleurs syndiqués, ouvriers et employés (54 % et 56 %), la CDU/CSU et le SPD sont à égalité parmi la fraction (numériquement plus importante²⁰) qui n'est pas syndiquée. Le recul du SPD chez les ouvriers est la manifestation d'un mécontentement concernant certains aspects de la politique du gouvernement jugés trop favorables aux patrons et aux

20. 18 % seulement des électeurs sont syndiqués.

« riches » (réforme fiscale, réforme des retraites). Le resserrement des liens entre le SPD et les syndicats pendant la campagne électorale n'a pas effacé complètement ce mécontentement.

Si les structures sociales du SPD et de la CDU/CSU se caractérisent toujours par quelques particularités, leurs profils se ressemblent beaucoup. Les deux partis sont des vrais partis attrape-tout (*Volksparteien ou catch-all parties*).

Le clivage le plus net entre la CDU/CSU, d'une part, le SPD (et même tous les autres partis), d'autre part, est constitué par le facteur religieux.

156

La CDU/CSU est toujours le parti des catholiques, surtout des pratiquants réguliers et encore occasionnels, le SPD y est toujours très minoritaire. Le SPD est préféré par les protestants, surtout les non-pratiquants, et par les sans-religion. Il est vrai que le groupe des pratiquants réguliers s'est beaucoup rétréci (18 % des inscrits pour les catholiques, 5 % pour les protestants). Si la CDU/CSU mise trop sur cette catégorie (par des positions très conservatrices sur des problèmes de société : famille, femmes, homosexualité etc.), elle risque de perdre des voix dans des catégories qui se sont éloignées des églises (et qui sont beaucoup plus nombreuses). Angela Merkel a bien vu ce problème, mais ses suggestions d'une certaine réorientation du parti ont tout de suite soulevé les protestations des traditionalistes.

CONCLUSION

Les élections ont révélé que malgré toutes les difficultés que connaît l'Allemagne il n'y a pas de crise de la démocratie. La participation électorale a bien baissé (de

3,1 points), mais avec 79,1 % elle reste fort élevée, comparée à celle d'autres démocraties. Les divers partis protestataires chutent de 5,9 % à 3 %. L'extrême droite et la droite populiste sont quasi inexistantes (1,8 %). Le PDS, qu'on peut également considérer – en partie au moins – comme une force de protestation (de la population dans l'ex-RDA), recule et rate son entrée au Bundestag. Les deux grands partis rassemblent toujours les trois quarts des suffrages et remplissent d'une façon tout à fait satisfaisante leur fonction d'intégration. Pas de crise de représentation donc.

L'aspect le plus surprenant des élections est la défaite – ou la non-victoire – de la CDU/CSU. La situation lui paraissait particulièrement favorable : une situation économique mauvaise dont l'évaluation par une forte majorité était très pessimiste ; un taux de chômage élevé ; un bilan du gouvernement qui prêtait à un jugement sévère. Après avoir surmonté la crise, conséquence de l'affaire des caisses noires, la CDU/CSU se présentait de nouveau comme un parti uni, motivé et gagnant (Saxe-Anhalt, le 21 avril). Les partis du gouvernement, notamment le SPD, étaient déprimés et le charme du chancelier était rompu. Néanmoins la CDU/CSU reste, pour la deuxième fois depuis 1949 (après 1998), au-dessous de 40 % et est dépassée – de très peu, il est vrai – de nouveau par le SPD.

Jusqu'aux élections de 1994, la CDU/CSU était – à la seule exception de 1972 – toujours le parti le plus fort, et souvent assez nettement. Depuis 1953, elle avait toujours gagné plus de 40 % des électeurs. Avant la réunification, elle s'était toujours placée au-dessus des 44 % (sauf pour les élections de 1949), ce que le SPD n'a réussi qu'une seule fois (1972).

L'avance moyenne de la CDU/CSU sur le SPD s'élevait, de 1953 jusqu'à la réunification, à 8 points. La CDU/CSU avait une majorité structurelle. Déjà affaiblie avant 1990, elle l'a perdue dans l'Allemagne unifiée. Encore cachée par la réunification et le rôle qu'y ont joué Helmut Kohl et la CDU/CSU – comparé à l'attitude ambiguë du SPD –, cette donnée nouvelle devenait déjà perceptible en 1994, lorsque la CDU/CSU reculait et se maintenait de justesse au pouvoir. Elle sautait aux yeux en 1998 et est, malgré les progrès de la CDU/CSU, confirmée en 2002.

On a déjà eu l'occasion de mentionner les éléments de cette situation nouvelle²¹. Pour des raisons culturelles et socio-économiques, la CDU ne pourra guère franchir la limite des 40 % dans l'ex-RDA (elle est en dessous depuis 1994) et est largement dépassée par les partis de gauche (SPD, PDS, Verts) qui réunissent 60 % des voix et même plus. Si aucun des partis ne dispose plus d'une majorité structurelle (car le SPD ne l'a pas conquise), les élections sont désormais très ouvertes, d'autant plus que les électeurs – et notamment dans l'ancienne RDA – deviennent de plus en plus « flot-tants ». Il est hautement improbable qu'un gouvernement, formé par les mêmes partis, reste au pouvoir pendant seize ans (comme Helmut Kohl avec le FDP). Le résultat des élections dépend de la situation particulière et de facteurs spécifiques : situation économique et politique, bilan du gouvernement, problèmes en jeu, compétence attribuée aux différents partis pour trouver une solu-

tion à ces problèmes, personnalités de leaders, etc. En 2002, la CDU/CSU n'a pas un leader aussi populaire que le SPD et elle ne trouve pas la bonne parade aux événements-surprises (inondations, Irak). Pendant les toutes dernières semaines avant les élections, sa compétence en matière économique et le piètre bilan du gouvernement en ce qui concerne la réduction du chômage ne sont plus assez percutants. Contrairement à la situation en 1998, il n'y a pas de majorité nette pour souhaiter un changement²². Avec sa campagne trop monothématique et trop négative, la CDU/CSU ne s'impose pas vraiment comme une alternative. Et enfin, elle se présente, aux yeux de beaucoup de femmes, comme trop conservatrice et traditionaliste du point de vue culturel.

L'autre difficulté que rencontre la CDU/CSU, c'est de trouver un partenaire, indispensable pour former un gouvernement. Jusqu'en 1983, il n'y avait que le FDP, prêt en principe à gouverner avec le SPD ou la CDU/CSU, tout en étant plus proche de cette dernière par ses positions économiques. Par conséquent il a plus longtemps partagé le pouvoir aux côtés de la CDU/CSU que du SPD. Avec la montée des Verts (entrés au Bundestag en 1983) et leur « normalisation », c'est-à-dire leur intégration dans le système parlementaire, un autre partenaire pour les deux « grands » est apparu. Mais jusqu'à présent c'est seulement le SPD qui peut former une coalition ou avec les Verts ou avec le FDP²³. La barrière entre la CDU/CSU et les Verts est encore trop

157

21. Voir notre analyse (pour 1998), in *Pouvoirs*, n° 88, p. 150-151.

22. En 1998, 64 % souhaitaient un changement, 33 % étaient contre ; en 2002, 46 % pour, 50 % contre.

23. Avec lequel il forme le gouvernement en Rhénanie-Palatinat.

haute. Pour échapper à cette situation, la CDU/CSU a tout intérêt à se rapprocher des Verts, mais le chemin sera probablement encore long.

On risque de porter un jugement erroné sur la vie politique allemande si l'on ne tient pas compte du fédéralisme et du rôle du Bundesrat²⁴. Actuellement la CDU/CSU dispose de la majorité à la deuxième chambre et peut bloquer l'action du gouvernement dans certains domaines, par exemple la plupart des lois fiscales. Après des débuts du nouveau gouvernement encore plus brouillons qu'en 1998, le SPD est en chute libre dans les sondages²⁵. Il paraît difficile qu'il remporte les élections en Hesse et qu'il garde le pouvoir en Basse-Saxe, lors des élections du 2 février 2003, pour conquérir la majorité au Bundesrat²⁶. Le gouvernement fédéral sera donc souvent contraint à trouver des compromis avec la CDU/CSU²⁷. Dans une large mesure l'Allemagne sera en fait gouvernée par une très large coalition, qui comprend, notamment dans les domaines économique, financier, social ou intérieur (pas en politique extérieure et de défense), la CDU/CSU et même le FDP.

*

BIBLIOGRAPHIE

Pour les informations chiffrées, fondées sur des sondages ainsi que pour les résultats électoraux détaillés on a eu recours aux publications suivantes : Forschungsgruppe Wahlen, Bundestagswahl (Berichte n° 108), Mannheim September 2002 ; Konrad-Adenauer-Stiftung, Politik-Kompass. Analyse der Bundestagswahl vom 22. September 2002 (Arbeitspapier n° 91), St. Augustin Oktober 2002 ; Der Bundeswahlleiter, Erste Ergebnisse aus der Repräsentativen Wahlstatistik zur Bundestagswahl 2002, Berlin Oktober 2002.

Les autres informations, notamment sur la campagne électorale, sont tirées de la presse allemande (*Frankfurter Allgemeine, Süddeutsche Zeitung, Die Zeit, Der Spiegel*).

Des analyses déjà plus approfondies sont issues de : Aus Politik und Zeitgeschichte, 9 décembre 2002, ainsi que du colloque tenu à la Politische Akademie de Tutzing, du 9 au 11 décembre 2002.

24. Voir notre analyse, in *Pouvoirs*, n° 84, 1998, p. 177-189.

25. Une élection au Bundestag donnerait actuellement 32 % au SPD (son point le plus bas dans les sondages depuis mai 1996), 46 % à la CDU/CSU. Un gouvernement CDU/CSU et FDP aura donc une majorité confortable. *Süddeutsche Zeitung*, 14/15 décembre 2002.

26. Ces élections ont eu lieu entre-temps : la CDU a obtenu la majorité absolue en Hesse (ce qui a fortifié la position du ministre-président, Roland Koch, en tant que prétendant à la direction de la CDU et rival d'Angela Merkel) ; elle a conquis la Basse-Saxe, fief de Gerhard Schröder qui avoue avoir subi « la défaite la plus amère de sa vie ». La CDU a donc encore élargi sa majorité au Bundesrat.

27. Au gouvernement avec la CDU en Bade-Wurtemberg, en Basse-Saxe et en Saxe-Anhalt. Par conséquent la CDU doit tenir compte du FDP dans ses votes au Bundesrat.